

LA VÉRITÉ



DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Cette fois, les travailleurs de France peuvent en finir avec la politique de misère et de guerre du gouvernement capitaliste

LE FRONT UNIQUE et la grève générale

RENVERSERONT LE GOUVERNEMENT LANIEL ET

IMPOSERONT UN GOUVERNEMENT P. C. F. P. S.

Le Gouvernement des Travailleurs

"IV^e Internationale" est parue

Les perspectives de la « guerre froide ». — La chute de Beria. — La France, « l'homme malade » de l'Europe.

E. Germain. — Le soulèvement ouvrier en Allemagne orientale.

M. Pablo. — Le « cours nouveau des post-staliniens ».

Un texte inédit de L. Trotsky sur l'art.

Et plusieurs autres articles et notes sur l'actualité politique internationale et le mouvement ouvrier.

— Dans les principaux kiosques et « La Vérité des Travailleurs », 64, rue Richelieu, Paris-2^e.

Commandes : C.C.P. 6965-68, Paris.

LES DÉCRETS LANIEL

une atteinte sans précédent aux conditions de vie des travailleurs

Par deux fois cette année, les gouvernants de la bourgeoisie française se sont rendus aux U.S.A. mettre au point avec l'impérialisme américain les mesures propres à enchaîner le peuple de France à la politique de guerre que Washington et ses satellites poursuivent contre l'U.R.S.S., la Chine, les démocraties populaires, les peuples coloniaux et les travailleurs du monde entier.

Mayer, Bidault, Laniel... les valets changent; la politique antiouvrière demeure. Les fruits de cette politique après les fusillades du 14 Juillet ce sont les décrets-lois Laniel qui frappent non seulement les ouvriers, mais l'ensemble des fonctionnaires, petits commerçants, retraités de ce pays.

Jamais encore depuis l'occupation, le gouvernement des patrons et de l'impérialisme n'avait attaqué avec autant de brutalité les couches travailleuses de ce pays. Jamais la politique de classe de la bourgeoisie française n'avait tenté de s'imposer avec ce cynisme.

— Alors que le budget de guerre s'est monstrueusement gonflé depuis un an, les premières mesures de Laniel ont été pour réduire en faveur de ce budget de guerre énorme, les crédits civils déjà insuffisants. Edgar Faure dans son allocution a eu l'audace d'expliquer que pour améliorer les constructions de logements il fallait diminuer non pas les crédits de la guerre du caoutchouc et de la Banque d'Indochine mais ceux des municipalités et départements.

— Leur politique de logement consiste non pas à en construire de nouveaux mais à doubler les loyers de ceux qui existent.

— Le gouvernement Laniel vient de faire une grande découverte :

Depuis 1901, on assiste, dit-il, à un allongement de la durée moyenne de la vie. Le nombre des travailleurs retraités a augmenté, paraît-il, par rapport à ceux en exercice. Pour remédier à cet état de chose, le gouvernement Laniel n'a pas eu l'idée simple qui consisterait à mettre au travail les milliers d'oisifs bourgeois qui vivent de la sueur des travailleurs... mais il a conclu qu'il fallait faire continuer à travailler ceux qui n'ont fait que cela toute leur vie !

Et tout ceci n'est qu'un début : le gouvernement a réservé pour le 23 août les pires de ses décrets :

Licenciements, alors que le chômage continue à sévir dans les industries privées !

Atteintes à la Sécurité Sociales et aux allocations de retraites, etc.

Tout ceci au moment où pour l'ensemble des catégories de travailleurs une revalorisation générale des salaires et traitements s'impose

Laniel, le capitaliste au service des capitalistes, veut faire payer aux travailleurs et aux petites gens de ce pays la politique des trusts.

Pour réaliser ce mauvais coup il avait pris toutes ses précautions : vacances du Parlement, périodes des congés payés.

Mais la classe ouvrière est en alerte : malgré le mois d'août et son calme traditionnel, la riposte a été fulgurante.

Vendredi 7 août,

2 MILLIONS DE TRAVAILLEURS EN GRÈVE

Le gouvernement Laniel qui siégeait le samedi 8 et le dimanche 9 août a dû, devant cet assaut des travailleurs des services publics, atténuer certaines mesures contenues dans le premier train des décrets-lois. Nul doute cependant qu'il ait la ferme intention au cas où le mouvement s'atténuerait de faire passer avec le second train de décrets-lois prévus pour le 23 août l'ensemble des mesures qu'il avait complotées de prendre contre les travailleurs.

Mais ses calculs seront déjoués :

Le MOUVEMENT GAGNE en AMPLEUR

Après le redémarrage de la S.N.C.F., des transports parisiens, les mineurs et les employés, et les ouvriers du secteur privé entrent dans la lutte.

Quatre millions de travailleurs sont déjà dans l'action !

En pleine période de congés payés, alors que les entreprises-clés des grandes corporations in-

dustrielles, métaux, produits chimiques, etc., sont fermées, un mouvement de grève d'une telle ampleur signifie que la classe ouvrière de ce pays a senti la profondeur du péril et est résolue à y faire face : Comme en 1936, comme en 1944, les travailleurs veulent en finir avec l'exploitation capitaliste qui les empêche de vivre et étouffe l'activité du pays tout entier.

Comme en 1936, comme en 1944, toutes les couches de la population travailleuses touchées, elles aussi, par la pourriture du régime, sont prêtes à suivre la classe ouvrière « pour que ça change ». Les barricades dressées sur les routes par les vignerons du midi en sont le vivant témoignage.

PLUS LOIN ET MIEUX Qu'en 36 et 44

Les travailleurs et petites gens de ce pays poursuivront et intensifieront dans l'unité leur magnifique mouvement de grève qui fera abroger les décrets déjà adoptés, contraindra le gouvernement Laniel à capituler et imposera un gouvernement capable d'appliquer une politique de sauvegarde de leurs intérêts vitaux qui sont en même temps ceux du pays.

Un tel gouvernement redonnerait un pouvoir d'achat suffisant à l'énorme masse des consommateurs français en revalorisant les salaires et retraites et en les garantissant par l'échelle mobile.

Il trouverait les crédits nécessaires à la reconstruction, aux écoles et au développement des grandes industries en comblant le gouffre à milliards de la guerre d'Indochine par la paix avec Ho Chj Min et le retrait du Corps expéditionnaire.

Il trouverait une énorme source de revenus

pour le bien public en abolissant, avec l'aide des travailleurs, le secret commercial qui permet aux seules grosses entreprises de frauder l'impôt en masquant leurs énormes revenus.

Il nationaliserait les banques et les grosses entreprises et les ferait fonctionner avec l'aide des travailleurs groupés dans leurs organisations syndicales et leurs comités d'unité.

Par le groupement des petits et moyens commerçants et des producteurs agricoles et les groupements de consommateurs et de ménagères s'établirait un lien plus direct entre la production et la consommation, supprimant les gros intermédiaires et leurs scandaleux profits.

Tout ceci n'est pas nouveau.

Déjà en 1944 le peuple de ce pays s'arrachait de la botte fasciste s'était spontanément dirigé dans cette voie.

Le mouvement commencé en 44 puis stoppé par la faillite lamentable des grandes directions ouvrières reprend maintenant.

Le gouvernement qui peut réaliser ces tâches en s'appuyant sur le peuple existe : c'est le gouvernement des deux grands partis de la classe ouvrière : le parti communiste et le parti socialiste.

Cette fois il ne faut pas loucher le coche

Le mouvement commencé dans la semaine du 4 au 7 août peut et doit s'amplifier après le 15 août avec la rentrée des grandes usines de la métallurgie, en une

Grève Générale de Toutes les Corporations

A l'exemple des grévistes des P.T.T. qui poursuivent leur magnifique mouvement exigeant le lundi 10 août la constitution d'un Comité de grève national réunissant les quatre

fédérations C.G.T., F.O., C.F.T.C. et Autonomes, dans toutes les corporations, toutes les entreprises, tous les bureaux, les travailleurs groupés dans des comités démocratiquement élus par eux et réunissant toutes leurs tendances, décideront de l'action à mener pour leurs revendications et le soutien des corporations en grève et exigeront une réunion immédiate des bureaux confédéraux C.G.T., F.O. et C.F.T.C. pour coordonner et amplifier le mouvement dans toute la France.

Les travailleurs refusent à Laniel les pleins pouvoirs que le Parlement lui avait votés : celui-ci doit se réunir pour exécuter la volonté populaire.

La direction du P.C.F. s'est adressée au comité directeur du P.S. pour que les deux parties exigent en commun la convocation du Parlement.

Le comité directeur du P.S., sans répondre à cette lettre du secrétariat du P.C.F., demande à tous les députés du Parlement de réclamer la convocation.

Le comité directeur du P.S. prétend agir indépendamment de la direction du P.C.F. : cela signifierait agir indépendamment des millions de travailleurs qui suivent le P.C.F. et la C.G.T.

Peut-être que même ainsi les deux cent-neuf voix nécessaires seront atteintes, mais ce que veulent les travailleurs, c'est que leur direction agissent ensemble contre l'ennemi commun.

La direction du P.C.F. doit s'appuyer sur cette volonté pour multiplier les propositions d'action commune à la direction du P.S.

Pendant des mois « l'Humanité » a expliqué que l'unité à la base dans l'action était la condition nécessaire du Front unique. Cette unité d'action est réalisée dans une grève d'une ampleur extraordinaire, mettant les dirigeants socialistes dans une position de plus en plus difficile pour refuser des propositions d'unité d'action des dirigeants communistes.

De plus, si de telles propositions étaient faites systématiquement, si la première page de « l'Humanité » ouvrait une campagne pour le front unique P.S. - P.C. de la base au sommet (au lieu des allusions timorées et discrètes perdues quelque part dans ce journal) l'enthousiasme et la volonté de lutte des travailleurs augmenteraient à tel point que les tergiversations des dirigeants socialistes seraient balayées irrésistiblement.

Pour tous les travailleurs — qu'ils soient communistes, socialistes ou sans parti — le nouveau Front populaire dont parle le P.C., le Front national et démocratique dont parle le P.S., c'est

LE GOUVERNEMENT COMMUNISTE-SOCIALISTE

La direction du P.C.F., s'appuyant sur la volonté des travailleurs en lutte, doit s'adresser au comité directeur du P.S. pour que des discussions aient lieu entre les deux directions en vue de conclure :

UN PACTE D'UNITÉ D'ACTION POUR

- ◆ l'abrogation des décrets-lois déjà adoptés;
- ◆ l'annulation du second train prévu pour le 23 août;
- ◆ la lutte en commun au Parlement contre le gouvernement Laniel;
- ◆ la convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives;
- ◆ la mise au point d'un programme gouvernemental basé sur les intérêts des travailleurs et des classes moyennes et réalisable par un gouvernement communiste-socialiste au service des ouvriers, paysans et petites gens de ce pays et contrôlé par eux.

L. PERIER.

Grève Générale à Ceylan

Sous l'impulsion des trotskystes une grève générale vient d'éclater à Ceylan en signe de protestation contre l'augmentation du prix du riz, principale nourriture des masses travailleuses.

Dans des échauffourées provoquées par l'attitude provocatrice de la police, 24 travailleurs furent tués et près de 200 sont blessés.

L'indignation des masses est énorme.

M. PABLO.

Le Gérant : M. Mestre

Le DISCOURS de MALENKOV

On attendait à juste titre avec grand intérêt la session du Soviet Suprême, remise du 28 juillet au 5 août. Elle fut marquée par la présentation du budget 1953-1954, et surtout par le long discours programmatique de Malenkov.

La tendance aux concessions — surtout économiques — aux masses soviétiques vient de se confirmer. Par contre rien ne fut annoncé dans cette session sur l'amnistie et surtout la modification promise du Code pénal. L'affaire Béria d'autre part ne fut traitée que tout à fait en passant.

Sur la politique extérieure le Kremlin maintient l'offre du compromis, mais aussi strictement que dans le passé, sur la base de la division actuelle du monde. La mention à la bombe « H », que les Etats-Unis ne sont plus les seuls à avoir, visait à souligner davantage la force économique et militaire de l'U.R.S.S.

Quoi retenir exactement de cette session du Soviet Suprême ? Un effort pour masquer derrière les côtés positifs — force économique et militaire de l'U.R.S.S., — les difficultés politiques aggravées aussi bien en U.R.S.S. que dans le glacis depuis la mort de Staline. Il est peu probable que la lutte inter-bureaucratique, reflet déformé de la pression des masses, se soit apaisée avec la liquidation de Béria. De nouveaux rebondissements prochains ne sont pas exclus.

Le régime accentue la campagne pour le développement de l'industrie légère et veut faire croire — à l'encontre de ce que Malenkov a dit sur ce même sujet en octobre 1952, lors du XIX^e Congrès du P. C. Russe — que le bien-être des paysans sera aussi désormais pris en considération (et pas seulement l'augmentation avant tout de la production agricole).

L'indécision sur le Code pénal est-elle signe de recul en ce domaine, ou des difficultés inter-bureaucratiques sur la ligne exacte à adopter sur ce sujet ? Nous pensons plutôt à cette seconde hypothèse, et qu'il y aura bientôt du nouveau à ce sujet...

L'effort visible à minimiser maintenant l'affaire Béria et la limiter en quelque sorte à sa seule personne et à un cercle restreint de ses principaux acolytes (qu'on démissionne simplement de leurs postes) infirme la perspective des « purges » sanglantes sur une grande échelle, et donne lieu à croire que son élimination fut souhaitée et réalisée par une coalition très large, dont a su profiter Malenkov.

Il est à noter, sans s'efforcer de tirer dans l'immédiat d'autres conclusions hasardeuses, la manière dont Malenkov a voulu justifier en quelque sorte la primauté absolue donnée jusqu'ici à l'industrie lourde, en mentionnant dans les termes suivants les trotskystes : « Avec fermeté et conscience le parti suivait sa ligne en luttant contre les trotskystes, ainsi que contre les capitulards et traîtres de droite, qui s'élevaient contre l'édification d'une industrie lourde et qui réclamaient que de l'industrie lourde les fonds soient transférés dans l'industrie légère ».

Ceci ressemble à une sorte de réponse à des discussions réelles au sujet des trotskystes qui persistent ou ont repris en U.R.S.S., et leur rôle passé dans le parti.

A remarquer leur distinction « des capitulards et des traîtres de droite » et l'accusation POLITIQUE — quoique historiquement mensongère — et non purement POLICIÈRE, formulée contre eux.

En finir avec la misère des travailleurs, la ruine du pays, et les menaces de réaction et de guerre que les gouvernements capitalistes successifs nous imposent

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES,

Les gouvernements capitalistes qui se succèdent depuis la libération jalonnent, leur route par l'inflation, le recul économique et social du pays, les menaces accrues de réaction et de guerre.

Les maigres conquêtes sociales réalisées au lendemain de la guerre sont constamment grignotées et certaines d'entre elles en train même d'être complètement liquidées.

Le pouvoir d'achat des travailleurs baisse, l'économie stagne et recule, le chômage menace, les logements et les travaux d'utilité publique sont toujours sacrifiés au moment même où **le budget de guerre, les dépenses pour l'armement, et pour la guerre au Vietnam se gonflent constamment.**

La bourgeoisie avec tous ses partis est incapable de pratiquer une autre politique.

Corrompue et sans perspectives, elle conduit le pays à la ruine complète, à la banqueroute sur tous les fronts. Son seul espoir reste un état fort sur le dos des masses, si celles-ci à la suite de luttes lancées sans plan, sans directions, arrêtées à mi-chemin, se retrouvaient battues et résignées.

Il faut stopper une fois pour toutes le jeu stérile chaque fois recommencé par tous les gouvernements capitalistes successifs.

Il faut bâtir la France nouvelle, sur les bases d'une transformation socialiste, démocratique, radicale.

— par l'action unie et coordonnée des masses travailleuses.

— par le front unique de la base au sommet entre toutes les corporations, syndicats, fédérations, confédérations.

— par le front unique de la base au sommet entre le P.C.F. et le P.S.

— par le gouvernement du P.C.F. et du P.S., le gouvernement ouvrier et paysan, le gouvernement des travailleurs.

● Qui nationalisera les banques et les grandes entreprises sous contrôle ouvrier.

● Qui taxera les riches, et comprimera les dépenses militaires.

● Qui exécutera un plan économique de développement de toutes les ressources du pays, élaboré par les organisations des travailleurs, pour les travailleurs.

● Qui libérera les colonies et les associera sur une base démocratique de pleine égalité à la France des travailleurs.

● Qui fera la paix au Vietnam.

● Qui maintiendra des rapports de paix avec toutes les nations.

Tout ceci est possible grâce à l'action unie des travailleurs organisés dans **des comités d'action démocratiques**, dans chaque usine, bureau, syndicat et **coopérant étroitement entre eux.**

Cet exemple est déjà donné par de larges couches de travailleurs en lutte.

TRAVAILLEURS, C'est cela que vous voulez,

N'attendez pas, l'initiative de vos directions. Imposez leur votre volonté en organisant à la base votre action, en la généralisant et en la poussant jusqu'au bout.

La solution est politique

A bas les gouvernements capitalistes !

Vive le front unique de tous les travailleurs !

Vive les comités de front unique et d'action !

Vive la grève générale !

Vive le gouvernement P.C.F. P.S. :

Gouvernement ouvrier et paysan - Gouvernement des travailleurs

Le Bureau Politique du P.C.I.

(Parti Communiste Internationaliste - Section Française de la IV^e Internationale)

Chaque mois, lisez "La Vérité des Travailleurs" organe du P.C.I. (Section française de la IV^e Internationale), 64, rue de Richelieu, Paris 2^e
Lisez "IV^e Internationale" (Revue théorique du Secrétariat de la IV^e Internationale).

La Vérité des Travailleurs - Août 1953

SOFRIM — 17, rue de Clignancourt - Paris